



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

taxe professionnelle

Question écrite n° 45693

Texte de la question

M. Dominique Baudis appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur la situation des entreprises qui sont aujourd'hui sous le statut libéral « bénéfiques non commerciaux » et qui emploient moins de cinq salariés. Ces entreprises qui travaillent dans des conditions difficiles, telles celles de la santé ou de l'architecture ainsi que de nombreuses activités qui naissent sous la forme d'exercice libéral, ne sont pas considérées comme les autres entreprises, en ce qui concerne la taxe professionnelle. En effet, la baisse de la taxe professionnelle qui a été votée dans la loi de finances 1999 exclue les BNC de moins de cinq salariés. Cette inégalité s'avère incompréhensible et pénalisante. Cette mesure ne tient pas compte du rôle de proximité que les professions libérales par leurs services, conseils et soins, apportent directement à la population sur tout le territoire national et notamment dans le monde rural. Aussi, lui demande-t-il de bien vouloir lui faire part des mesures que compte prendre le Gouvernement pour rétablir l'égalité fiscale entre les différentes professions libérales.

Texte de la réponse

Les règles particulières d'assujettissement à la taxe professionnelle des redevables titulaires de bénéfiques non commerciaux, des agents d'affaires et des intermédiaires de commerce employant moins de cinq salariés ont été fixées par le législateur, lors de l'instauration de cette taxe en 1975. Il fut alors considéré, en effet, que l'imposition dans les conditions de droit commun ne permettrait pas de prendre en compte la capacité contributive de ces redevables. Ils sont donc imposés en fonction de leurs recettes et de la seule valeur locative des immeubles dont ils disposent. La valeur locative de leurs équipements et biens mobiliers est exclue de leur base d'imposition. S'agissant plus généralement de la réforme de la taxe professionnelle, celle-ci s'inscrit dans un contexte de lutte renforcée pour l'emploi. Ainsi, a-t-elle pour effet de réduire, puis de supprimer à terme, le poids que cette taxe fait directement peser sur le coût du travail en raison de son assiette salariale. Elle ne peut donc concerner les redevables précités qui ne sont pas assujettis à la taxe professionnelle sur une assiette salariale et il n'est pas envisagé actuellement, compte tenu des objectifs poursuivis, d'étendre la réforme à d'autres éléments composant la base d'imposition de cette taxe. Par ailleurs, le Conseil constitutionnel, saisi sur la constitutionnalité de ces dispositions, a considéré qu'elles n'étaient pas de nature à créer une rupture d'égalité entre les contribuables. Enfin, au même titre que l'ensemble des entreprises, les membres des professions libérales sont exonérés l'année de la création de leur activité et leur base imposable est réduite de moitié l'année suivante. Ils peuvent aussi bénéficier du plafonnement de leurs cotisations en fonction de la valeur ajoutée produite. Dès lors, la réforme, en tant que telle, de la taxe professionnelle ne constitue pas pour les professions libérales un obstacle à la création d'entreprises que le Gouvernement entend promouvoir.

Données clés

Auteur : [M. Dominique Baudis](#)

Circonscription : Haute-Garonne (1^{re} circonscription) - Union pour la démocratie française-Alliance

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 45693

Rubrique : Impôts locaux

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 1er mai 2000, page 2677

Réponse publiée le : 4 décembre 2000, page 6863